

**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE À L'ENCONTRE DE LA SARL HASLOUIN  
POUR L'INSTALLATION QU'ELLE EXPLOITE À PUISEAUX**

**La préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2015 autorisant la SARL HASLOUIN Père et Fils à poursuivre l'exploitation d'un centre de récupération, tri et traitement de déchets métalliques, d'une activité de récupération, dépollution, démontage de Véhicules Hors d'Usage (VHU) et d'un centre de transit de Déchets Industriels Banals (DIB) sur le territoire de la commune de Puiseaux ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2019 renouvelant à la SARL HASLOUIN l'agrément pour l'exploitation d'une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (« centre VHU ») sur le territoire de la commune de Puiseaux ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**Vu** le rapport et propositions du 11 septembre 2025 de l'inspection des installations classées, informant l'exploitant des constats relevés, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier du 23 septembre 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant sur le projet de mise en demeure par courrier du 29 septembre 2025 ;

**Considérant** que l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté lors de l'inspection du site le 5 septembre 2025 :

- la réception de véhicules hors d'usage provenant de départements non autorisés à l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2019 ;

- la réception de déchets non autorisés à l'article 2.1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 septembre 2015 ;
- la réception de déchets dangereux (véhicules hors d'usage non dépollués) apportés par le producteur initial de ces déchets – rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la présence de déchets combustibles dont des pneumatiques stockés à une distance inférieure à quatre mètres de la clôture du site ;
- que les installations électriques présentent un risque d'incendie ou d'explosion ;
- que la dalle de stockage des déchets présente des points de détérioration et n'est plus étanche au niveau de ces points ;
- que les véhicules accidentés ne sont pas entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries ;
- que les batteries issues des véhicules hors d'usage accidentés ne sont pas entreposées séparément des autres batteries ;
- l'entreposage de déchets de ferrailles sur une zone non autorisée à cet effet et non étanche.

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2019, des articles 2.1.6.2, 1.5.1, 2.1.3.2, 6.6.2 et 1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 septembre 2015 et de l'article 41.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL HASLOUIN de respecter les prescriptions des articles 3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2019, des articles 2.1.6.2, 1.5.1, 2.1.3.2, 6.6.2, 1.2.2 et 2.1.6.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 septembre 2015 et de l'article 41.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de Loiret ;

### ARRÊTE

**Article 1** - La SARL HASLOUIN exploitant un centre de récupération, tri et traitement de déchets métalliques, une installation de récupération, dépollution, démontage de véhicules hors d'usage (VHU) et un centre de transit de déchets industriels banals (DIB) au 2 rue de la gare des marchandises à Puiseaux, est mise en demeure de respecter à compter de la notification du présent arrêté :

◦ **sous un délai de 7 jours :**

a) les prescriptions réglementaires de l'article 2.1.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 septembre 2015 (stockage des déchets combustibles à une distance d'au moins 4 mètres de la clôture du site) ;

◦ **sous un délai de 15 jours :**

b) les prescriptions réglementaires de l'article 6.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 septembre 2015 (remise en état des installations électriques) ;

◦ **sous un délai d'un mois :**

c) les prescriptions réglementaires de l'article 41.I (entreposage des véhicules accidentés dans une zone temporaire et entreposage des batteries issues de véhicules hors d'usage accidentés séparément des autres batteries) de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié ;

◦ **sous un délai de deux mois :**

d) les prescriptions réglementaires de l'article 2.1.6.6.2 (réfection de la dalle de stockage) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 septembre 2015 ;

◦ **sous un délai de trois mois :**

e) les prescriptions réglementaires des articles 2.1.6.2, 1.5.1 et 1.2.2. (nature des déchets réceptionnés, activité de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial des déchets et stockage des déchets de ferrailles sur une zone autorisée à cet effet) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 septembre 2015 ;

f) les prescriptions réglementaires de l'article 3.5 (origine géographique des déchets) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2019 ;

**Article 2** - Afin de respecter les termes de la présente mise en demeure, la SARL HASLOUIN adresse à madame la Préfète, sous un délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté, un descriptif des mesures mises en place ou prévues pour assurer le respect des dispositions précitées et du calendrier de déploiement.

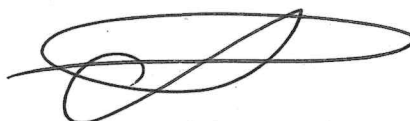
**Article 3** - Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 et 2 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 4** - Le présent arrêté est notifié à la société SARL HASLOUIN par voie postale. En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, cet acte est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5** - Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ORLÉANS, le **13 OCT. 2025**

**Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général**



**Nicolas HONORE**

#### **Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.